

FONDATEUR : FERNAND BOULARD  
DIRECTEUR : GÉRARD CHOLVY

MATÉRIAUX POUR  
L'HISTOIRE RELIGIEUSE  
DU PEUPLE FRANÇAIS  
XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> SIÈCLES

*AUNIS — SAINTONGE — ANGOUMOIS  
LIMOUSIN AUVERGNE  
GUYENNE GASCOGNE  
BÉARN FOIX ROUSSILLON  
LANGUEDOC*

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES  
ÉDITIONS DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES  
ÉDITIONS DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**MATÉRIAUX POUR  
L'HISTOIRE RELIGIEUSE  
DU PEUPLE FRANÇAIS  
XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> SIÈCLES**

;

*Matériaux  
pour l'histoire religieuse  
du peuple français  
XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> Siècles*

Fondateur : Fernand BOULARD  
Direction générale : Yves-Marie HILAIRE

La dernière grande entreprise scientifique du chanoine Fernand Boulard, continuée par des chercheurs des universités et du CNRS (GRECO n°2 Histoire religieuse moderne et contemporaine) se poursuit par la publication du troisième volume de documents et de cartes, issus principalement des archives diocésaines françaises. Il concerne les départements du Grand Sud-Ouest de la Gironde à la rive droite du Rhône.

Comme les précédents, ce volume dont la direction a été assumée par Gérard Cholvy, a bénéficié de nombreux collaborateurs. Les principaux d'entre eux ont signé les notices qu'ils ont rédigées. D'autres ont participé à la collecte de la documentation ou à la préparation des tableaux statistiques et des cartes. La cartographie a été réalisée par MM. Albert Arion et Jean-Luc Lacan du Laboratoire de cartographie de l'Université Paul-Valéry — Montpellier III. La composition des tableaux a été assurée par Arlette Chancrin, Paris.

ISBN    2-7246-0602-7    *Presses de la FNSP*  
          2-7132-0963-3    (*EHESS*)  
          2-222-04499-5    (*CNRS*)

© 1992    *Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris.*  
            *Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris.*  
            *Éditions du Centre National de la Recherche Scientifique, Paris.*

FONDATEUR : FERNAND BOULARD  
DIRECTEUR : GÉRARD CHOLVY

# MATÉRIAUX POUR L'HISTOIRE RELIGIEUSE DU PEUPLE FRANÇAIS XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> SIÈCLES

*AUNIS — SAINTONGE — ANGOUMOIS  
LIMOUSIN AUVERGNE  
GUYENNE GASCOGNE  
BÉARN FOIX ROUSSILLON  
LANGUEDOC*

*Publiés avec la collaboration  
de Philippe Lacoudre, André Encrevé, Louis Pérouas,  
Ralph Gibson, Bernard Peyrous, Jean-Marie Le Maire,  
Raymond Darricau et Charles Teisseyre, Jean-Claude Meyer,  
Françoise Faux, Jacqueline Roux, Auguste Rivet,*  
et le concours des Conseils régionaux du Languedoc-Roussillon  
et de Midi-Pyrénées.

*Atlas  
réalisé au Laboratoire de Cartographie  
de l'Université Paul-Valéry — Montpellier III*

ISBN de la version numérique : 9782724685053

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES  
ÉDITIONS DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES  
ÉDITIONS DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Ont collaboré à cet ouvrage et rédigé les notices historiques :

<i>Charente Maritime</i>	Louis Pérouas
<i>Charente</i>	Louis Pérouas
<i>Corrèze</i>	Louis Pérouas
<i>Dordogne</i>	Ralph Gibson, Jean-Marie Le Maire et Bernard Peyrous
<i>Gironde</i>	Bernard Peyrous et Raymond Darricau
<i>Lot-et-Garonne</i>	Jean-Marie Le Maire et Charles Teisseyre
<i>Landes</i>	Jean-Marie Le Maire et Bernard Peyrous
<i>Gers</i>	Jean-Marie Le Maire et Charles Teisseyre
<i>Pyrénées Atlantiques</i>	Raymond Darricau, Jean-Marie Le Maire et Gérard Cholvy
<i>Hautes Pyrénées</i>	Philippe Lacoudre
<i>Haute-Garonne</i>	Jean-Claude Meyer
<i>Tarn-et-Garonne</i>	Gérard Cholvy
<i>Lot</i>	Gérard Cholvy
<i>Cantal</i>	Gérard Cholvy
<i>Haute-Loire</i>	Auguste Rivet
<i>Ardèche</i>	Jacqueline Roux
<i>Lozère</i>	Gérard Cholvy
<i>Aveyron</i>	Gérard Cholvy
<i>Tarn</i>	Gérard Cholvy
<i>Ariège</i>	Françoise Faux
<i>Pyrénées-Orientales</i>	Gérard Cholvy
<i>Aude</i>	Gérard Cholvy
<i>Hérault</i>	Gérard Cholvy
<i>Gard</i>	Gérard Cholvy
<i>Protestantisme</i>	André Encrevé



## SOMMAIRE

Introduction, par G. Cholvy			9
Notes documentaires et techniques			15
<i>I. Dossier régional</i>			19
Les assermentés par district (printemps-été 1791)			21
Densité des philosophes et des théologiens en 1809			21
Vocations sacerdotales en 1835			23
Congrégations diocésaines de femmes fondées depuis la fin du 18 <sup>e</sup> siècle			24
Pétitions contraires au projet de loi sur la liberté de l'enseignement supérieur (1879)			25
Taux d'ordinations sacerdotales (1900-1904)			26
1930-1935 : l'enseignement agricole par correspondance			26
Jeunes travailleurs encadrés par la JOC (1939)			27
Les Unions chrétiennes de jeunes gens en 1944			28
Graphique des ordinations 1900-1960			28
Messés (France urbaine) et messalisants (France rurale) 1950-1960 (adultes)			29
Le délai de baptême et les non baptisés			29
Note sur le protestantisme par André Encrevé			33
<i>II. Dossiers départementaux</i>			37
Pyrénées-Orientales	39	Tarn-et-Garonne	113
Aude	45	Lot	116
Hérault	49	Corrèze	120
Gard	59	Dordogne	123
Ardèche	67	Charente	133
Haute-Loire	72	Charente-Maritime	139
Lozère	78	Gironde	143
Cantal	84	Lot-et-Garonne	147
Aveyron	86	Landes	151
Tarn	92	Gers	154
Ariège	98	Hauts-Pyrénées	157
Haute-Garonne	104	Pyrénées-Atlantiques	164
<i>III. Matériaux</i>			169
Pyrénées-Orientales	197	Hérault	219
Aude	207	Gard	230



Ardèche	235	Corrèze	334
Haute-Loire	247	Dordogne	344
Lozère	254	Charente	368
Cantal	259	Charente-Maritime	374
Aveyron	261	Gironde	395
Tarn	274	Lot-et-Garonne	405
Ariège	279	Landes	416
Haute-Garonne	288	Gers	421
Tarn-et-Garonne	306	Hautes-Pyrénées	431
Lot	321	Pyrénées-Atlantiques	438
<i>IV. Atlas</i>			449
Pyrénées-Orientales	455	Tarn-et-Garonne	502
Aude	459	Lot	506
Hérault	463	Corrèze	508
Gard	468	Dordogne	511
Ardèche	472	Charente	515
Haute-Loire	475	Charente-Maritime	518
Lozère	479	Gironde	521
Cantal	483	Lot-et-Garonne	524
Aveyron	486	Landes	527
Tarn	490	Gers	529
Ariège	494	Hautes-Pyrénées	531
Haute-Garonne	498	Pyrénées-Atlantiques	533
<i>Index</i>			537

# INTRODUCTION

par G. CHOLVY

Revenir sur ce qui fut à l'origine des *Matériaux pour l'histoire religieuse du peuple français* c'est redire la dette de bien des historiens à l'égard du chanoine Boulard.

Présenter le tome 3 c'est, tout en soulignant les acquis des deux précédents volumes (1982 et 1987), évoquer les difficultés rencontrées et les changements qu'imposaient une couverture géographique différente.

Réfléchir sur les données statistiques concernant la pratique religieuse, du début du 19<sup>e</sup> siècle aux années 1960, c'est avancer quelques hypothèses nouvelles au sujet du vaste problème de la « déchristianisation ».

On sait que les deux premières références bibliographiques données par les abbés Godin et Daniel dans *La France pays de mission ?* (1943) concernent Gabriel Le Bras et Fernand Boulard. Ce sont des prêtres attentifs au renouveau des méthodes d'évangélisation, Fernand Boulard, Henri Godin, Yvan Daniel, Louis-Joseph Lebret qui, les premiers, entendent l'appel de 1931 à un « examen détaillé et... une explication historique de l'état du catholicisme dans les diverses régions de France » (G. Le Bras, *Revue d'Histoire de l'Eglise de France*). Mais nous sommes fort loin des *Matériaux* car, alors que se multiplient les enquêtes pastorales en France puis à l'étranger, les historiens travaillent en marge du courant sociologique : « Nous ne possédons pas encore d'ouvrage de sociologie religieuse rendant compte de l'évolution historique d'un diocèse » note le chanoine Boulard en 1954. Il faudra attendre le début des années 1960, avec Jeanne Férté (1962), Jacques Toussaert (1963), Christiane Marcilhacy et Louis Pérouas (1964) pour que soient soutenues les premières thèses, encore le second et le dernier de ces auteurs sont-ils des historiens-prêtres. Mais à l'orée des années 1970 chaque thèse « départementale » se doit d'inclure un chapitre consacré aux indices de la pratique religieuse. Tout naturellement les enquêtes Boulard, qui photographient le présent, invitent à remonter le temps. L'ouverture progressive des archives diocésaines en est l'indispensable condition.

En 1968 sous l'impulsion du doyen Le Bras est lancée une vaste enquête sur les Visites pastorales des diocèses de France : le 1<sup>er</sup> tome du Répertoire paraît en 1977 aux Editions du CNRS. Deux volumes sont prévus pour la période contemporaine, qui paraîtront en 1978 et 1980. Le chanoine Boulard est associé à l'entreprise « Je viens de prendre contact avec le groupe Latreille-Gadille à Lyon... nous avons cherché comment faire progresser la connaissance à gros plan de la situation religieuse aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles à partir de ces sources »<sup>1</sup>. La même année naissait la RCP 163 groupant des sociologues dont la tâche fut d'exploiter les fiches des enquêtes religieuses établies par les soins de F. Boulard et de

1. 28 décembre 1968 à G. Cholvy.

Philippe Lacoutre son adjoint<sup>2</sup>. En 1972 préoccupé par la conservation des matériaux historiques qu'il avait accumulés et n'en ignorant pas l'intérêt — nos relations dataient de 1955 — je suggérais au chanoine Boulard de les mettre à la disposition des historiens et d'en commencer la publication : « Votre idée d'une publication des résultats des Visites du XIX<sup>e</sup> siècle me paraît excellente. Je me demandais comment utiliser cette documentation patiemment collectée et que va enrichir la RCP sur les Visites pastorales. Il faut donc mettre la question à l'étude puisque vous pensez qu'un public existe qui s'y intéresse »<sup>3</sup>. Passer à la réalisation impliquait de disposer des moyens nécessaires : nul n'ignore combien la publication de statistiques est éditorialement difficile. F. Boulard rencontra J. Gadille qui accueillit favorablement l'idée<sup>4</sup>. Il fallait unir les historiens intéressés afin qu'ils apportent l'appui universitaire nécessaire. Des tâtonnements suivirent et quelques difficultés : « Vous savez que je n'ai pas été demandeur en ce projet. Mais avec intérêt j'avais accepté de mettre en forme une documentation au prix d'un travail qui, à l'usage, s'avère considérable. Et je veux bien continuer »<sup>5</sup>. Grâce à l'appui de Marc Venard, la RHEF publia dans son numéro de juillet-décembre 1973, sous la rubrique *Documents*, 39 pages de tableaux statistiques concernant la région de Paris. La qualité du travail de F. Boulard ne pouvait qu'impressionner. Jacques Gadille lança alors l'idée d'une publication par le CNRS<sup>6</sup>. François Furet qui avait appuyé une seconde publication partielle « Pays de Loire » dans les *Annales* (1976), fut gagné et dès lors, entre 1975 et 1978, plusieurs historiens ayant été sollicités, quatre d'entre eux se mirent d'accord pour la publication, le tome 1 revenant à F. Boulard (avec une introduction de J. Gadille), le tome 2 à Yves-Marie Hilaire, le tome 3 à Gérard Cholvy, le tome 4 à Jacques Gadille.

Le tome 3 présente quelques différences dans la présentation et le contenu par rapport aux précédents volumes. Comme dans le tome 2 les limites des cantons figurent. Les fonds de carte ont été établis en 1985 — avant la sortie du tome 2 — par MM. Albert Arion et Jean-Luc Lacan du Laboratoire de cartographie de l'Institut d'Histoire de l'Université Paul-Valéry (Montpellier III). A ces deux cartographes ont été confiés l'élaboration des cartes et des graphiques. Selon le souhait que nous avons exprimé c'est le département et non plus le diocèse qui est l'unité retenue, changement qui s'explique par la présence d'importantes minorités protestantes dans 14 des départements concernés. André Encrevé a rédigé la partie historique générale concernant les protestants, l'implantation des Eglises réformées a été cartographiée et d'autres éléments ont été introduits, dans la mesure du possible, ainsi dans le Gard. Mais le calvinisme se prête mal à l'évaluation quantitative de ses formes d'expression religieuse, ou bien celles-ci n'ont pas été suffisamment étudiées (Ecoles du dimanche, œuvres ?). Que les essais présentés ici soient une invitation à poursuivre.

Eu égard à la géographie ecclésiastique en 1790 il a semblé indispensable de donner, pour chaque département, la carte précise des limites des anciens diocèses. Il s'agit parfois de frontières très anciennes qu'il est toujours utile d'avoir à l'esprit. Tel département ne comprend-il pas jusqu'à dix portions des diocèses de l'Eglise gallicane ? La géographie du serment constitutionnel par district fait également partie des données essentielles d'une histoire des mentalités dans la longue durée. Enfin il a paru utile de donner la carte des régions agricoles ou des zones humaines. Ce qui différencie en effet ce grand Sud-Ouest par

2. F.A. Isambert et J.P. Terrenoire, *Atlas de la pratique religieuse des catholiques en France*, Ed. du CNRS, 1980.

3. 27 juillet 1972, à G. Cholvy.

4. « Votre proposition jointe à celle de Gérard Cholvy de publier les quelques éléments chiffrés sur la pratique des diocèses du 19<sup>e</sup> siècle répond à un véritable besoin... Il faut tout faire pour avancer et réaliser cette cartographie historique » Jacques Gadille à F. Boulard le 21 août 1972.

5. F. Boulard à G. Cholvy, 24 février 1973.

6. « Du chanoine Boulard j'ai reçu la copie de la réponse... touchant votre projet de publication de statistiques historiques de pratique religieuse auquel j'attache personnellement une grande importance... Je me permets de suggérer que vous meniez ensemble votre préparation dans la perspective d'une publication pris en charge par le CNRS » J. Gadille à G. Cholvy, 4 mars 1973.

rapport aux grands ensembles homogènes de la France septentrionale, c'est d'être composés de nombreux petits pays dont l'identité a pu se maintenir aussi longtemps qu'a duré la civilisation paysanne.

Une question s'est posée quant au choix des documents à présenter. En raison des coûts d'impression, il nous a été demandé de réduire l'importance du volume. Des sacrifices étaient nécessaires. Dans plusieurs diocèses les cartes concernant la pratique féminine ne figurent pas : 1. elle est statistiquement moins fiable 2. elle est moins contrastée 3. elle est souvent « unanime » ou supérieure à 75 % 4. sa portée sociale symbolique, est moins grande que celle des hommes et des jeunes gens. Dans certains diocèses il existe des séries continues, il n'a pas été possible de les retenir toutes. Par contre un effort d'investigation a été fait afin que la géographie religieuse de chaque département apparaisse même lorsque les données habituelles de la pratique (messes et pâques) faisaient défaut. Rien ne permet cependant de dire que comme à Pamiers pour 1912, l'avenir ne permette l'invention de sources nouvelles, de même, qu'hélas, on n'est pas toujours assuré, que soient conservés des documents figurant dans le Guide des Archives diocésaines de Jacques Gadille. A propos des bases de calcul nous voulons attirer l'attention des chercheurs sur l'anomalie qui consiste à comparer des séries de pascalisans du 19<sup>e</sup> siècle, dont la base d'âge est presque toujours « 13 ans et plus » à des séries du 20<sup>e</sup> siècle concernant les « 15 ans » ou « 18 ans » voire « 20 ou 21 ans et plus ». Nous avons demandé à Philippe Lacoutre d'apporter les correctifs nécessaires chaque fois que cela est possible. L'écart augmente au fur et à mesure que la pratique religieuse décroît.

Outre les pascalisans et les messalisants — mais nous avons dû souvent sacrifier les seconds aux premiers — nous avons retenu quelques éléments de la pratique saisonnière (baptêmes, premières communions) dans les diocèses où le détachement culturel est ancien et important. Chaque fois que la bonne fortune a permis de disposer d'une enquête, nous avons complété l'étude du recrutement du clergé diocésain par celle des religieux et des religieuses. Quelques cartes ont été proposées sur les associations de laïcs, des confréries de pénitents — caractéristiques en pays d'Oc — aux mouvements de jeunesse. Il est beaucoup plus difficile d'établir des cartes précises concernant l'aire d'attraction des pèlerinages. Quant aux données concernant les mœurs, quelques-unes sont proposées ici à titre d'exemples. Il y aurait beaucoup à « inventer » dans ce domaine.

Parmi la documentation disponible on ne fera guère ici, faute de place, référence à l'Enquête sur le travail de 1848. Avouons aussi, pour l'avoir pratiquée, qu'elle nous en apprend souvent plus sur le sentiment des juges de paix que sur les populations : ici le peuple est « religieux », dans le canton voisin, il « manque en général de véritable religion ». Ces notations, on le sait, sont cependant à retenir à titre de complément. Parmi les autres sources à signaler, on mentionnera les « Relations » des évêques lors des visites ad limina. A côté de généralités elles contiennent parfois des indications qui, comme à Perpignan sur une assez longue durée (1863, 1876, 1893, 1897), retiennent l'attention<sup>7</sup>. Au début du 20<sup>e</sup> siècle d'excellentes présentations de diocèses ont été publiées dans la *Revue catholique des Eglises* : elles concernent Cahors, Nîmes, Saint-Flour, Montpellier et Angoulême<sup>8</sup>.

A défaut de dossiers par régions il est proposé une représentation cartographique d'ensemble, au moyen d'une batterie de tests statistiques balayant la période qui commence avec la Révolution française : six d'entre eux concernant le clergé, cinq les laïcs. Nous nous sommes efforcés de dépasser un intérêt « quasi exclusif » porté aux messalisants et aux pascalisans<sup>9</sup>.

7. G. Cholvy, Les sources de l'histoire religieuse des diocèses du Midi au XIX<sup>e</sup> siècle : les Archives du Vatican, *Annales du Midi*, t. 81, 2, 1969, 216-229.

8. La présentation de Cahors par l'abbé Calvet est un modèle du genre, février, mars, avril, novembre 1905 et mai, juin, juillet 1907.

9. Cl. Langlois, Le chanoine Boulard et ses héritiers, *RHEF*, t. LXIX, 1983, p. 272.

L'évolution religieuse de la France depuis 1789 a été et reste souvent encore couramment perçue selon un schéma linéaire de « déchristianisation » continue, irréversible. Selon la loi des trois états positiviste, le « religieux » est, on le sait, considéré comme un phénomène résiduel. Vers 1960 « ce recul généralisé paraissait bien une sorte de loi constitutive du phénomène religieux lui-même dans ses rapports avec les sociétés modernes »<sup>10</sup>. Ainsi, du positivisme scientifique du 19<sup>e</sup> siècle au néo-positivisme des « Sixties », ce schéma en forme de récession linéaire a exercé une emprise dominante sur les esprits. Sans doute a-t-il été jusqu'à infléchir le commentaire des données statistiques. Les premières monographies à caractère historique lui apportent d'ailleurs une confirmation précise. Il se trouve qu'elles portent, en effet, sur les diocèses de Chartres et d'Orléans religieusement détachés<sup>11</sup>. Combien d'historiens situent alors les « premiers ébranlements de la piété traditionnelle » dès 1830 ? Nous pensons que l'emploi fréquent de la préposition « dès » est le reflet de cette vision linéaire, consciente ou non.

Or un consensus semble se dégager maintenant pour substituer à l'hypothèse linéaire une autre hypothèse en forme de flux et de reflux du sentiment religieux<sup>12</sup>. Elle invite à prendre en considération, non seulement les indices de récession mais aussi les indices de réveil. A cette hypothèse le chanoine Boulard a adhéré explicitement<sup>13</sup>. Mais dans quelle mesure un mouvement de flux retrouve-t-il le niveau précédent ? Peut-on dire par exemple, et en nous plaçant à l'échelle nationale, que 1760 = 1860 = 1960 ? Au niveau des indices quantifiables il est certain qu'il y avait en France plus de pascalisants en 1760 qu'en 1860 et plus en 1860 qu'en 1960, mais qu'en était-il en 1830 par rapport à 1860 et en 1910 par rapport à 1960 ?<sup>14</sup>. Et surtout, que mesurent exactement les indices de la pratique ?

Le débat de fond qui concerne la déchristianisation et son histoire tient dans l'ambiguïté constante qui consiste à vouloir approcher à partir d'indices quantifiables une réalité sur laquelle l'observateur porte une appréciation qualitative : « christianisé » ou « déchristianisé » implique de dire « qui est chrétien » ? De là le jugement sévère que porte Bernard Plongeron selon lequel la notion « obéit à une géométrie variable » parce qu'elle « a pour seule consistance l'idée que l'on s'en fait »<sup>15</sup>.

Il y a des cas très explicites de renonciation au christianisme. On ne peut pas dire que les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle n'aient pas été « christianisés ». Mais le plus souvent l'historien ne peut juger de la déchristianisation qu'à partir des indices de la pratique. Or celle-ci mesure d'abord l'attachement à une Eglise comme institution. Le respect de la pratique signifie que l'emprise de la règle est forte ; que le conformisme social joue en faveur de l'Eglise. Ce qui ne saurait naturellement exclure qu'il y ait aussi une véritable adhésion

10. F.A. Isambert, *Le sens du sacré*, Ed. de minuit, 1982, p. 7.

11. E. Sevrin, *Mgr Clausel de Montals, évêque de Chartres 1769-1857*, Vrin, 1955, C. Marcihacy, *Le diocèse d'Orléans au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle*, Sirey, 1964.

12. G. Cholvy et Y.M. Hilaire, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, tome 3 1930-1988, Privat, 1988, conclusion p. 485 sq. De même François Lebrun, Michel Vovelle, Claude Langlois, René Rémond « il faut faire justice d'une évolution linéaire et irréversible » *Vingtième siècle*, janv.-mars 1988, Pierre Barral... François Furet dans l'Avant Propos du t. 1 des *Matériaux* se félicite de ce que la « simple statistique descriptive permet ainsi de tordre le cou à une vision naïvement linéaire ».

13. « Ce que vous me dites des mouvements de flux en certaines régions au XIX<sup>e</sup> siècle correspond également à mes observations... Tout cela confirme votre pensée que le détachement religieux connaît des périodes de flux et de reflux. Mais les époques semblent différentes selon les régions », à G. Cholvy, 31 juillet 1972.

14. Ce qui se dessine assez nettement c'est la remontée des pâques d'hommes et jeunes gens entre 1905 et 1960 dans un grand nombre de diocèses, en particulier, là où la pratique était faible. De même la stabilité globale dans plusieurs diocèses de chrétienté — tels, ici, Rodez ou Mende — avec une montée dans les villes, un recul dans les campagnes. Il y a cependant des reculs, (ex. Clermont-Ferrand). Ceux-ci sont d'autant plus nets que les pâques sont données pour les deux sexes ensemble car la tendance générale pour les femmes est à la baisse. Quoiqu'il en soit on ne peut retenir une évolution sur la base d'une érosion continue et régulière : « 98 % de pascalisants en 1789 », « 43 % en 1945 », « 18,8 % en 1979 » cf. J.P. Terrenoire, *Les pratiques culturelles dans leur contexte social et historique*, ASSR t. 54/2, 1982, p. 149-158. Ce schéma est « fort hasardeux » relève Cl. Langlois, article cit. supra note 9.

15. « La déchristianisation a-t-elle une histoire ? Note pour une réflexion méthodologique », *Christianisation et déchristianisation*, Angers, 1986, p. 91-106.

intérieure. Au XIX<sup>e</sup> siècle le test qui, aux yeux des clercs, est le meilleur indice d'appartenance est celui de la communion pascale. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, que ceci résulte des refus d'absolution ou de la disparition des appels aux juges royaux pour faire respecter le précepte, le fait est qu'il existe une proportion d'abstentions qui s'élève plus ou moins selon les régions et qui est importante dans les grandes villes. Chaque nouvelle étude précise en apporte la confirmation, contrairement aux données chronologiquement peu assurées — 1740, ce n'est pas 1780 — dont on disposait naguère. La Révolution et les décennies qui suivent contribuent encore au relâchement de l'observance. Toutefois, dans la civilisation villageoise, une pression collective pèse sur les comportements : dans le sens de la pratique ici, en sens inverse, en particulier pour les hommes là. Jusqu'à une date récente on se connaît bien aussi dans les quartiers populaires des villes. Cela ne disqualifie pas les recherches de l'historien mais cela invite à ne pas en tirer plus que ce qu'elles peuvent donner.

Or les clercs ont eu une nette tendance à juger de la « déchristianisation » à partir de l'indifférence ou du refus devant la communion pascale et l'assistance à la messe, donc du détachement à l'égard de la pratique. Bien des interprétations présentent le grave inconvénient de méconnaître, derrière le refus de certaines pratiques, un anticléricalisme qui n'est pas forcément synonyme d'irrégion ou d'anti-christianisme ni de déchristianisation, même s'il a de fortes chances d'y conduire.

Cette pente à juger la déchristianisation à l'aune de la pratique a eu, en particulier, un terrain d'application favori, celui de la « déchristianisation de la classe ouvrière », datée plus ou moins laborieusement, voire de 1848 c'est-à-dire d'une époque où la « classe ouvrière » n'existait pas encore. Le sociologue F.A. Isambert a eu le mérite de poser à ce sujet les vraies questions et, quant à l'influence de l'Eglise, de formuler une hypothèse en forme de flux et de reflux : « Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Eglise a-t-elle perdu des positions acquises, ou bien, partant du point le plus bas où l'avait placée la Révolution, a-t-elle effectué une restauration remarquable ? »<sup>16</sup> Encore ce point de vue a-t-il l'inconvénient de ne concerner principalement que Paris. Les enquêtes de pratique des années 1950-1965 ont semblé apporter une confirmation massive à la thèse de la déchristianisation ouvrière. Mais, entre les pratiquants d'une part et les militants de l'autre, il a toujours été difficile, jusqu'à la généralisation des sondages, de prendre en compte la catégorie des « croyants ». On a abusé du terme « déchristianisation » parce qu'il y a eu, semble-t-il une triple surestimation et une triple sous-estimation. Il y a eu surestimation :

1. du modèle du métallurgiste de la région parisienne, éloigné du catholicisme, souvent athée voire athée militant, le sentiment religieux étant passé à un militantisme politique ;
2. de l'athéisme qui est le fait des « militants », ceux que rencontrent de façon privilégiée au début des années 1950 les prêtres-ouvriers ;
3. du Mouvement ouvrier, alors connu à travers l'*Histoire* d'Edouard Dolléans ou les travaux de Georges Lefranc.

La sous-estimation porte sur :

1. la diversité du monde ouvrier très marquée en France selon les régions et les types d'activité et que montre bien ces taux comparables de messés ouvriers hommes : Biarritz 19, Pau 9, Bordeaux 3, Angoulême 1, La Rochelle 2, Montauban 4, Albi 4, Mazamet 20, Le Puy 14, Nîmes 4, Perpignan 1, Toulouse 2 ;
2. la religiosité ouvrière que les enquêtes dominicales ne prennent pas en compte ;
3. le renouvellement du monde ouvrier à partir des régions de forte pratique et des pays latins, avant l'arrivée d'immigrés croyants maghrébins ou noirs, et dont la religiosité originelle est mal prise en compte.

Une enquête de 1969 auprès de 1 116 ouvriers — selon la méthode des quotas et sans prendre en compte les ouvriers étrangers, c'est-à-dire un ouvrier sur cinq — révèle que les deux-tiers des ouvriers français croient en Dieu, y compris 8 % de ceux qui se déclarent

16. *Christianisme et classe ouvrière. Jalons pour une étude de sociologie historique*, Casterman, 1961.

« sans religion ». En 1977 17 % des Français adultes se déclarent « sans religion ». Cette proportion est de 25 % parmi les cadres supérieurs et professions libérales, de 16 % parmi les ouvriers français.

Que retenir de tout ceci, sinon qu'une vision trop élitiste et trop centraliste de l'Histoire de la France est source fréquente de jugements excessifs qu'une analyse plus minutieuse vient nuancer. On sera attentif dans ce tome 3 à toutes les données concernant la pratique des ouvriers<sup>17</sup>.

Tous les grands travaux récents d'histoire religieuse montrent combien ce phénomène dit de « déchristianisation » est extrêmement complexe. En 1971 Jean Delumeau<sup>18</sup> a suggéré une révision radicale en contestant qu'il y ait vraiment eu « christianisation » mais cette interprétation n'a pas été suivie, en ce qu'elle supposait l'existence d'une lecture du message évangélique amenant à « imaginer un christianisme pur » (Dominique Julia) ; en ce qu'elle inclinait à penser que le christianisme « véritable » était celui de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Dans ses récentes études Louis Pérouas choisit « délibérément de ne jamais employer le terme déchristianisation » qu'il faut distinguer, dit-il, du détachement du catholicisme, lequel « s'est surtout opéré par rapport à l'Eglise ». Les ruraux du Limousin auraient refusé les mutations de certaines des expressions du catholicisme, attachés qu'ils étaient à une religiosité antérieure à la Réforme Catholique, en particulier au culte des saints<sup>19</sup>. Cet historien propose, et nous le rejoignons, de ne retenir « déchristianisation » que lorsqu'une forte minorité a renoncé aux rites saisonniers, en premier lieu au baptême. Mais on sait que, Paris exceptée, la proportion des non-baptisés, au moins jusqu'à la fin des années 1960, est partout inférieure à 10 % au niveau départemental. A ce compte, si l'on excepte les cantons ou fractions de cantons identifiés sur la carte Boulard comme « Pays de mission » (20 % au moins d'enfants non-baptisés) et quelques quartiers urbains ou villes de banlieue — mais à Marseille en 1958 95 % des enfants qui naissent appartiennent à une confession religieuse (F. Charpin) — la « déchristianisation » ne concernerait en 1960 qu'une partie très restreinte de la France.

Dominique Julia a sans doute raison quand, après avoir résumé la problématique de la déchristianisation pour l'époque moderne, il conclut : « Peut-être faudrait-il, tout simplement avoir le courage d'abandonner une notion qui continue toujours à véhiculer, quoique de manière insue, quelque chose du sens initial que les prélats du XIX<sup>e</sup> siècle qui l'ont forgée lui attribuaient selon lequel le recul du christianisme est lié à une action délibérée de persécution contre l'Eglise »<sup>20</sup>.

Au début des années 1960 il semblait que christianisation et religion se défaisaient ensemble de façon irréversible, au moins pour la majorité. De nos jours, la « Nouvelle religiosité » interpelle l'historien — comme le sociologue. Le « religieux » lui aussi est traversé de courants de flux et de reflux. Plus personne n'annonce sa disparition inéluctable. Les deux schémas sont historiquement dépendants. Le « réveil du religieux » va-t-il favoriser une rechristianisation, une « nouvelle évangélisation » prenant appui sur les attentes qu'il manifeste ? Ce n'est pas à l'historien de le dire. Il sait bien, mais il n'est pas le seul, que « religieux » et « chrétien » ne sont pas synonymes.

17. Elle est ici présentée seulement à partir des enquêtes sociologiques mais on trouvera de nombreuses références régionales dans G. Cholvy et Y.M. Hilaire, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, t.1, 1800-1880, Privat, 1985, « Déchristianisation ouvrière ? » p. 235-258 ; t. 2 1880-1930, Toulouse, 1986, « Les progrès du détachement ouvrier » p. 178-185 ; t. 3 1930-1988, Toulouse, 1988, « Déchristianisation ouvrière ? », p. 170-175.

18. *Le catholicisme de Luther à Voltaire*, PUF, 1971, p. 293 sq.

19. *Refus d'une religion. Religion d'un refus en Limousin rural, 1880-1940*, Paris, 1985, p. 323.

20. Déchristianisation ou mutation culturelle ? L'exemple du Bassin parisien au XVIII<sup>e</sup> siècle » *Mélanges Pérouas*, 1988, p. 191.

# NOTES DOCUMENTAIRES ET TECHNIQUES

## LEXIQUE

### *Age (base d')*

— Indiquée : le formulaire d'enquête a indiqué à partir de quel âge il fallait prendre en compte les tenants de l'acte religieux considéré.

— Supposée : le formulaire étant muet, l'âge qu'on suppose avoir été généralement considéré par les curés, d'après la critique interne du formulaire et des réponses. Voir « Notes documentaires et techniques », III : A quelle classe d'âge se référer ?

### *Canton*

Les matériaux ont été presque partout établis sur la base du canton, tel que constitué en 1954, parce que cette division civile est demeurée à peu près stable pendant la période qui nous intéresse (en contraste avec les changements fréquents qui ont affecté les doyennés) et parce qu'elle permet un accès facile à la documentation statistique officielle. Les récapitulations sont faites par arrondissement *ancien* (d'avant la réforme de 1926), cette division administrative s'étant souvent révélée correspondre à un univers culturel particularisé. En quelques diocèses cependant, une autre base territoriale plus significative a dû être cherchée. Voir *Villes*.

### *Coefficient démographique*

Coefficient qu'on a appliqué au chiffre de la population recensée, pour évaluer (selon sexe et âge) la population de référence concernée par l'acte religieux étudié. Sauf indication contraire, ce coefficient est tiré des classes d'âge du dénombrement civil du *département*, le plus proche en date. Avant 1851, il est calculé d'après les tables d'Etienne Van de Walle, *The Female Population of France in the Nineteenth Century. A Reconstruction of 82 Departments*, Princeton University Press, 1974. Ce coefficient est indiqué dans les tableaux, afin de permettre le calcul éventuel de la population de référence.

### *Messalisant*

Catholique qui assiste régulièrement à la messe du dimanche. Ce mot, coulé dans la forme de « pascalisant », a été créé par le Centre catholique de sociologie religieuse vers 1955, sur proposition du P. Lebret.



*Messé*

Celui qui, en un lieu et un dimanche donnés, est *en fait* dénombré parmi l'assistance à la messe, quoi qu'il en soit de son comportement religieux habituel.

*Numérotation des tableaux*

Les deux premiers chiffres sont l'indicatif postal du département (le département du siège épiscopal, dans le cas de diocèse comprenant deux départements : Bourges, Limoges, Poitiers) ; les deux derniers sont un numéro d'ordre des matériaux publiés.

*Pascalisant*

Catholique qui fait ses pâques. Ce mot, qu'on croyait récent, est attesté au Mans en 1863, où on le trouve tout naturellement employé comme appartenant au langage courant : « Je puis vous certifier, Monseigneur, que le nombre des pascalisants n'a pas diminué cette année... » (Lettre du curé de Thorigné, canton de Bouloire, 13 mai 1863. A E, dossier Fillion I.)

*Pascatin*

Catholique qui, sans être fidèle habituellement à la messe du dimanche, fait ses pâques. Ce terme est d'origine dialectale (Centre-Est de la France). Le calcul est le suivant

(P = pascalisants, MD = messalisants) :  $\frac{P - MD}{P} \times 100$  : sur 100 pascalisants, combien n'assistent pas à la messe du dimanche ?

*Population totale (éventuellement, population recensée) (PT)*

Sauf indication contraire, les chiffres de population sont tirés des dénombrements officiels (année la plus proche) et non des chiffres, plus approximatifs et souvent en provenance d'un recensement périmé, que donnent les procès-verbaux. Les chiffres de ces derniers ne sont utilisés que s'il n'y a pas coïncidence entre paroisses et communes.

*Population recensée (PR)*

Le chiffre de population recensée pour l'acte religieux n'est donné explicitement qu'en de rares cas. Habituellement, on le calculera, pour pâques et messe, en appliquant le « taux de représentativité » (voir ce mot) au chiffre de population totale.

*Représentativité (taux de) (TR)*

Proportion de la population totale du canton (ou du département) effectivement représentée dans l'enquête religieuse. Dans les tableaux de visites, ce taux n'est donné pour les messalisants que s'il est différent de celui concernant les pâques. Des procès-verbaux de visites qui ne « couvrent » que 25 % de la population n'offrent pas la même crédibilité, pour les moyennes cantonales, que ceux qui la recensent à 90 ou 100 %.

*Sources et cotes*

A D : Archives départementales.

A E : Archives de l'évêché.

A N : Archives nationales.

*Villes et cantons rattachés*

Les grandes villes dont la population est répartie entre plusieurs cantons dans les recensements civils sont traités à part dans les tableaux statistiques. Certaines villes, plus modeste mais dont le comportement religieux diffère sensiblement de celui de leur environnement rural, sont également isolées. Dans les deux cas, le ou les cantons de même nom suivent immédiatement la ville éponyme et ne tiennent pas compte de sa population. Si les totalisations par arrondissement et par diocèse sont données sans inclure les villes, une note le précise toujours.<sup>1</sup>

1. Le tome I auquel nous renvoyons contient quatre notes documentaires et techniques qui intéressent également ce volume III :
- 1) Lexique des tableaux statistiques qui est reproduit ici.
- 2) Décompte des pratiquants, tome I, p. 44-50.
- 3) Age et sexe, tome I, p. 51-54.
- 4) L'Enquête nationale sur le travail agricole et industriel, 1848, tome I, p. 55-57.



I

DOSSIER RÉGIONAL

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
SUR LES PRESSES DE  
L'IMPRIMERIE CHIRAT  
42540 ST-JUST-LA-PENDUE  
EN AVRIL 1992  
DÉPÔT LÉGAL 1992 N° 5667

IMPRIMÉ EN FRANCE



Extrait de la publication

Prix : 600 F  
ISBN 2-7246-0602-7